

L'Adresse—M. Nunziata

Pour rafraîchir la mémoire des députés d'en face, je vais leur dire en quoi consiste le dossier conservateur. On y trouve des faillites bancaires, des scandales du thon avarié, un nombre inouï de démissions ministérielles et de promesses non tenues. Je perdrais mon temps à entrer dans les détails de ce dossier conservateur, mais il est clair que le gouvernement avait besoin d'une grosse opération chirurgicale. Il a convoqué le médecin et les infirmières. Il a chargé Dalton Camp, Atkins et les autres, à titre de fonctionnaires payés à même les fonds publics, de le conseiller sur la manière de se sortir de cette mauvaise passe. Le Parlement a été prorogé parce que le gouvernement voguait à la dérive dans un océan de scandales à n'en plus finir. On a donc tenté de passer l'éponge en mettant un terme à la première session. Pour que les conservateurs décident de proroger la Chambre afin, en quelque sorte, de se refaire une beauté, il fallait que quelque chose ne tourne pas rond.

Les Canadiens, à qui le premier ministre et le parti conservateur en ont mis plein les yeux pendant la campagne électorale de 1984, ont maintenant retiré leur confiance au gouvernement.

Dans le discours du trône, il est question de justice sociale. Un ministériel a dit tout à l'heure que le parti conservateur avait une conscience sociale. Franchement, de qui se moquent les conservateurs? Il y a toute une partie du discours du trône qui s'intitule Justice sociale. C'est la partie 4 du discours du trône. Je mets au défi le premier ministre et les députés du parti au pouvoir de donner à l'opposition et aux Canadiens une définition de la justice sociale et de nous expliquer sur quoi se fondent les conservateurs pour dire que leur parti est le parti de la justice sociale. J'ai consulté le dictionnaire, monsieur le Président, et j'ai parcouru divers textes politiques rédigés à diverses époques pour essayer de comprendre ce qui signifiait cette notion de justice sociale. Qu'est-ce que le gouvernement entend par là? Pour comprendre ce que recouvre cette notion aux yeux des conservateurs, il faut reprendre le bilan des actions conservatrices du gouvernement. Voyons cela un instant, et voyons ce que les conservateurs entendent par justice sociale.

Les conservateurs parlent de désindexer les pensions de vieillesse. Voilà bien une définition conservatrice de la justice sociale. Quiconque croit vraiment à la justice sociale n'essaie pas de désindexer les pensions de vieillesse. C'est injuste et c'est inique. Ce n'est qu'après de nombreuses semaines de débat national que le gouvernement a admis l'injustice de sa tentative et fait machine arrière. Quand on entend le gouvernement parler de justice sociale, on commence à se poser de sérieuses questions sur sa crédibilité.

La justice sociale, selon Mulroney...

M. Malone: A l'ordre.

M. Nunziata: ... signifie la désindexation des allocations familiales, ce que les conservateurs ont fait. Est-ce juste, est-ce équitable? Bien sûr que non, quand on sait que des centaines de milliers de parents seuls au Canada ont du mal à joindre les deux bouts et que le gouvernement vient encore leur retirer de l'argent. Ce n'est pas cela, la justice sociale. Peut-on parler de justice sociale quand le parti conservateur du Canada décide d'enlever de l'argent aux familles et aux nécessiteux pendant que, dans le même budget, il fait aux riches un cadeau

de 125 000 \$? C'est ce qu'on fait les conservateurs. Ils ont pourtant le culot de parler de justice sociale dans le discours du trône. Il n'y a là aucune justice sociale. Il n'y a là aucune justice économique. Les Canadiens ne sont pas dupes. Si le gouvernement conservateur pense pouvoir les rouler une fois de plus, il se fait des illusions, car les Canadiens ne lui font plus confiance. Les conservateurs ont gaspillé le mandat qui leur avait été confié il y a deux ans à peine.

M. Berger: Deux longues années.

M. Nunziata: Il y a deux longues années, comme le souligne mon ami et collègue. Une simple présence physique à la Chambre des communes, c'est tout ce qu'il reste du mandat confié au parti conservateur. Le gouvernement conservateur n'a plus le mandat qu'il a reçu il y a deux ans.

La session est ouverte depuis quelques jours seulement. Nous avons constaté que le gouvernement voulait rester fidèle à ses vieilles habitudes. Nous savons que M. Camp et les autres essayent de convaincre le patron, le premier ministre, de ne plus venir à la Chambre des communes, de rester prudemment éloigné parce qu'ils voient bien que le parti conservateur est en difficulté chaque fois que le premier ministre ouvre la bouche. Devant les résultats des sondages d'opinion ils lui ont dit de ne plus venir à la Chambre. Nous avons appris que le vice-premier ministre (M. Mazankowski) avait bien l'intention de diriger le pays au nom du gouvernement du Canada. Le vice-premier ministre n'a pas été élu par les Canadiens pour jouer le rôle de premier ministre. C'est ce dernier qui a été élu pour cela et qui a le devoir de venir à la Chambre des communes, de rendre des comptes au nom du gouvernement et de répondre aux questions qui lui sont posées pendant la période des questions.

• (1540)

M. Malone: Il est venu tous les jours.

M. Nunziata: Depuis plusieurs jours, nous avons constaté que le premier ministre restait sur ses gardes. Il a refusé de répondre à des questions qui lui ont été posées. Après un scandale comme l'affaire Stevens, qu'il a essayé d'étouffer, le gouvernement aurait dû finir par comprendre. Il aurait dû apprendre que le gouvernement doit être franc et répondre aux questions que l'opposition lui pose à la Chambre.

Le projet de construction d'une prison dans sa circonscription est un autre sujet d'embarras pour le premier ministre et le gouvernement. Comme vous le savez, cette institution de sécurité maximum devait être construite à Drummondville. On avait choisi cette ville parce qu'elle répondait à certains critères et parce qu'on devait compléter l'institution existante. L'institution actuelle avait été construite à cet endroit parce qu'on prévoyait une deuxième phase. Le premier ministre toutefois décide d'aider les habitants de Baie-Comeau, de Port-Cartier et de Manicouagan, les gens de sa circonscription, parce qu'il leur a fait beaucoup de promesses durant la campagne électorale et qu'il doit les tenir. Alors que fait-il? Il demande au solliciteur général (M. Kelleher) et au ministre des Travaux publics (M. McInnes) de déplacer la prison dans sa circonscription. Comme si sa circonscription n'était pas assez gâtée, il veut qu'on y construise une prison de 60 millions de dollars.